

Leçons à tirer de la campagne pour l'interdiction des mines antipersonnel



STEPHEN GOOSE
Human Rights Watch

En décernant le Prix Nobel de la paix de 1997 à la Campagne internationale pour l'interdiction des mines antipersonnel (ICBL) et à sa coordonnatrice, Jody Williams, le Comité Nobel a déclaré que l'ICBL «avait déclenché un processus qui avait, en quelques années à peine, transformé la vision d'une interdiction des mines antipersonnel en une éventualité réalisable¹.» Le Comité a souligné le rôle que l'ICBL avait joué dans la ratification du traité de 1997 sur l'interdiction des mines².

Le Comité Nobel a ajouté que la campagne avait permis «d'exprimer et de concilier le très vaste engagement populaire d'une façon inédite. En ralliant à la cause les gouvernements de plusieurs pays de petite et de moyenne taille... ce travail est devenu un exemple convaincant de politique efficace pour la paix.» Et le Comité de conclure : «À titre de modèle pour d'autres interventions similaires à venir, cette campagne pourrait s'avérer d'une importance décisive dans l'action internationale pour le désarmement et la paix.»

Trois ans plus tard, on peut se poser la question : la campagne pour l'interdiction des mines peut-elle servir de modèle pour d'autres interventions de la société civile visant à provoquer des changements sur la scène mondiale? Il semble que ce soit déjà le cas, à tout le moins à certains égards, face à des questions comme les enfants-soldats, les armes légères, la Cour criminelle internationale et la sécurité humaine. Le présent mémoire vise à cerner les leçons qui peuvent être tirées de la campagne pour l'interdiction des mines antipersonnel. Il ne s'agit pas ici de dresser un historique du mouvement mondial contre les mines antipersonnel ni de l'ICBL, non plus que d'élaborer sur le rôle clé de la société civile, et plus particulièrement de l'ICBL, dans l'action contre les mines antipersonnel³. Nous souhaitons plutôt relever les facteurs clés qui ont mené au succès du mouvement en vue d'en tirer les leçons qui s'imposent.

Il importe de souligner qu'il est quelque peu étrange de tirer des leçons d'une campagne et d'un processus qui sont toujours en cours. En effet, l'ICBL et le mouvement contre

les mines antipersonnel sont toujours à l'œuvre, s'adaptant constamment pour relever de nouveaux défis et répondre à de nouveaux besoins. Il faut également reconnaître que les «leçons» proposées ne conviennent pas nécessairement à tous les débats. Enfin, l'auteur tient à préciser qu'il ne prétend pas être un observateur neutre et impartial, ayant joué un rôle à la direction de l'ICBL depuis 1993.

Il est évident que plusieurs leçons déterminantes reliées entre elles ressortent de la campagne contre les mines. Premièrement, il est possible pour des organisations non gouvernementales (ONG) de forcer le débat – même sur une question qui touche à la sécurité internationale – sur la scène internationale, de provoquer des réactions urgentes des gouvernements et d'autres intervenants, et de jouer le rôle de moteur du changement. La société civile dispose en effet d'une grande puissance en cette ère d'après-Guerre froide. Deuxièmement, il est possible d'obtenir un succès rapide à l'échelle internationale grâce à l'action commune et coordonnée d'ONG, de gouvernements de même mentalité et d'autres intervenants clés comme les organismes des Nations Unies et le Comité international de la Croix-Rouge. Le changement a plus de chance de se concrétiser sous l'effet d'une action concertée. Troisièmement, il est possible pour les pays de petite et de moyenne taille, agissant de concert avec la société civile, de jouer un rôle de leadership mondial et de remporter de grands succès diplomatiques, même lorsque ces pays font face à l'opposition de plus grandes puissances. Quatrièmement, il est possible de travailler en marge des canaux, des méthodes et des pratiques diplomatiques classiques et tout de même remporter des succès multilatéraux.

Pour approfondir les leçons à retenir, il peut être utile de distinguer deux groupes différents : les leçons relatives à la campagne internationale et celles qui ont trait à la «nouvelle diplomatie».

I. Leçons portant sur la campagne, la mise sur pied de coalitions et l'organisation

Le contexte international et le moment choisi comptent. L'évolution de la situation dans le monde vers la fin des années 1980 et le début des années 1990 constituait un facteur crucial de la mobilisation pour l'interdiction des mines. La fin de la Guerre froide a permis aux gouvernements et aux ONG d'envisager la guerre et la paix avec une nouvelle perspective. Plusieurs gouvernements disposaient alors d'une liberté de manœuvre élargie quant à leur réaction possible face à des questions humanitaires et à des questions de sécurité mondiales. Plusieurs ONG cherchaient de nouveaux domaines d'intervention. On accordait une attention grandissante aux armes conventionnelles, par opposition aux armes nucléaires, au moment même où les effets des mines antipersonnel

atteignaient leur apogée en raison de leur usage généralisé qui s'est amplifié à compter du milieu des années 1960.

Fournir de l'expertise et de la documentation. L'un des facteurs clés du succès de l'ICBL réside dans le fait que le mouvement a pris naissance à partir de travaux sur le terrain, dans des régions touchées par les mines. Les membres fondateurs de l'ICBL étaient des ONG qui se chargeaient de faire du déminage, de fournir des prothèses aux victimes et de documenter l'impact des mines sur la population civile. Les gouvernements ont immédiatement reconnu le fait que les ONG disposaient d'une expertise inégalée.

Les membres de l'ICBL ont mis en œuvre un programme de recherche concertée et ont veillé à publier beaucoup d'information diffusée à grande échelle à l'intention des gouvernements et du grand public. Les ONG ont produit des documents fouillés sur les répercussions des mines à travers le monde, sur la production, le commerce, les stocks et l'utilisation de mines dans le monde, de même que des analyses juridiques approfondies comprenant mêmes des propositions de traités et de dispositions conventionnelles. Tous ces éléments constituaient un arsenal de taille dans la lutte contre les mines.

Formuler un message et des objectifs clairs et simples. Tout sujet a ses complexités, mais on ne peut trop insister sur l'importance d'exprimer ses messages et ses objectifs de façon claire, concise et uniforme. Cela se vérifie non seulement pour l'ensemble des objectifs d'une campagne, d'une coalition ou d'un mouvement, mais aussi pour chaque étape, chaque conférence et chaque événement.

Cibler les coûts humains. La campagne pour l'interdiction des mines a toujours maintenu l'attention internationale sur le côté humanitaire de la question et non sur le plan du contrôle des armes ou de la sécurité. Ce point de mire a permis d'influencer l'opinion publique de même que les gouvernements. Par ailleurs, l'ICBL a encouragé les représentants gouvernementaux chargés des questions de développement et d'aide internationale à prendre les rênes ou, à tout le moins, à faire partie des délégations diplomatiques, plutôt que les responsables des dossiers militaires et des questions de désarmement.

Garder une structure flexible. Les gens ayant participé à la campagne sont convaincus que la souplesse de sa structure était un point fort, réunissant une coalition d'ONG indépendantes libres d'établir elles-mêmes les meilleurs moyens de contribuer à des objectifs communs. Au fil du temps, le mouvement a pris la forme d'une coalition de campagnes nationales, menées avec un certain nombre de grandes ONG individuelles. Les membres de l'ICBL se sont réunis régulièrement afin de parler stratégie et de prévoir des actions conjointes, mais chaque ONG et chaque

campagne nationale demeurait libre d'agir de la façon qui convenait le mieux à son mandat individuel, à sa culture politique et à sa situation propre.

À preuve, l'ICBL ne s'est constituée au plan juridique qu'après avoir reçu le Prix Nobel de la paix à la fin de 1997. LICBL n'a jamais eu de secrétariat ou de bureau central et n'a pas eu d'employés ni de budget commun avant 1998. Essentiellement, les diverses ONG secondaient (et finançaient) des gens qui travaillaient au service de la campagne. Il y a maintenant deux personnes dont le travail est rémunéré par un fonds commun de l'ICBL (un coordonnateur et un directeur des ressources). Cette absence de centralisation n'était pas accidentelle; chaque ONG devait ainsi trouver une façon de participer et de contribuer au succès de la campagne. LICBL demeure la propriété de tous ses membres, qui doivent participer au processus pour réaliser les objectifs de la campagne. Aucune structure bureaucratique ne vient dicter aux membres la forme que leur contribution doit prendre ni faire le travail à leur place.

Favoriser l'inclusion. LICBL a toujours souscrit au principe du grand chapiteau. Pour devenir membre, il suffisait d'informer le coordonnateur que vous partagiez et que vous appuyiez le but de la campagne, c'est-à-dire l'interdiction des mines antipersonnel ainsi que l'augmentation des ressources affectées au déminage et aux programmes d'aide aux victimes; aucun droit d'adhésion, aucune exigence particulière à respecter, aucune restriction.

Favoriser la diversité. La campagne contre les mines antipersonnel a été synonyme de diversité dès le départ, en grande partie parce que la question touche un grand nombre de pays différents, de domaines, de secteurs et de groupes d'intérêts. LICBL rejoint maintenant quelque 1 400 organisations dans plus de 90 pays. La direction de la campagne reflète également cette diversité. Même s'il a été fondé par trois organisations américaines et trois organisations européennes, le Comité de coordination actuel inclut des campagnes nationales et des ONG contre les mines de partout : Afrique, est de l'Asie, sud de l'Asie, Amérique du Sud, États-Unis et Europe. Le Comité comprend des membres de plusieurs états affligés par les mines, des organismes travaillant au déminage et à des programmes d'aide aux victimes, des organismes de défense des droits de la personne, des organismes d'aide humanitaire et des organismes religieux. Bien entendu, il y a eu certaines tensions relatives à la nécessité d'une plus grande diversité ou d'une diversité plus structurée au niveau de la direction de la campagne. Toutefois, le principe général appliqué a consisté à dire que les postes de direction ne devraient aller qu'à ceux et celles qui ont la volonté et les ressources voulues pour porter le fardeau de tout le travail à abattre.

L'union fait la force. Il y a des avantages qui dépassent le simple nombre de membres représentés lorsque la coalition parle au nom de ses membres. Par exemple, même lorsqu'ils ont des objectifs similaires à ceux des ONG, les gouvernements sont habituellement réticents à traiter avec les ONG comme partenaires ou à leur permettre de participer concrètement à des entretiens diplomatiques, ne serait-ce que par crainte d'être ensevelis par le nombre et la diversité des opinions exprimées. À cet égard, la capacité de l'ICBL de servir de porte-parole pour pratiquement toutes les ONG intéressées à la question et de s'exprimer avec autorité d'une voix forte a bien servi les intérêts du mouvement. LICBL a pu jouir d'un statut virtuellement identique à celui des états lorsqu'elle a siégé aux réunions diplomatiques du processus d'Ottawa, ce qui aurait été impossible pour un plus grand nombre d'ONG individuelles.

Le besoin de leadership et de travailleurs dévoués. Les coalitions qui réussissent sont, par la force des choses, de grande taille et diversifiées. Mais l'expérience démontre que la plupart des coalitions fonctionnent selon le principe de la majorité qui appuie le travail acharné d'un petit nombre d'intervenants. La plupart des organisations ne sont pas en mesure d'affecter du personnel à plein temps aux efforts de la coalition, mais il est essentiel de pouvoir compter sur un noyau de personnel à plein temps. Dans le cas de coalitions hétérogènes, la présence d'un leadership fort assuré par un petit nombre d'organisations et de personnes est essentielle. Cela s'applique autant aux ONG qu'aux gouvernements.

La communication est essentielle. La communication claire et uniforme est un facteur de succès irremplaçable. Durant les premiers jours de la campagne, les membres individuels ont pris beaucoup d'assurance, étant en mesure de parler avec autorité sur tout ce qui se passait un peu partout pour éliminer le problème. Le partage des réussites et des échecs du travail accompli a stimulé toutes les organisations et a diminué le risque qu'une organisation se retrouve isolée. Grâce à son puissant réseau de communication, l'ICBL a souvent été mise au courant de nouvelles avant les gouvernements, faisant de l'ICBL un véritable point de liaison, tant pour les gouvernements que pour les ONG.

L'importance du courrier électronique pour le succès de la campagne a souvent été soulignée et souvent surestimée. Évidemment, la facilité et la rapidité des moyens de communication issus de développements technologiques ont eu un grand impact sur la capacité de la société civile de cultures variées à dialoguer et à formuler des stratégies politiques globales, mais le courriel seul n'a pas fait avancer le mouvement. Dès le départ, les dirigeants de l'ICBL ont tôt fait de reconnaître que pour être en mesure de rassembler des ONG ayant des intérêts aussi variés, les organisations devraient rapidement développer un sentiment d'appartenance et d'importance dans l'élaboration de la

campagne. Au cours des premières années de l'ICBL, le contact a été assuré par l'utilisation fréquente du télécopieur et par des envois réguliers de documents et d'information aux membres participant à la campagne. Jusqu'en 1996, l'ICBL s'est donc fiée d'abord et avant tout à la télécopie et aux communications téléphoniques pour la majorité de ses communications quotidiennes. Depuis 1996, le courrier électronique a permis à l'ICBL de répondre à ses besoins de communication interne fréquente mieux que jamais.

Les déplacements et l'établissement de relations personnelles, tant entre les membres qu'avec les divers représentants gouvernementaux, se sont avérés tout aussi importants que le recours au télécopieur, au téléphone et au courriel pour rallier l'énorme coalition. D'ailleurs, le courriel a été assez peu utilisé pour les communications extérieures et l'étroite collaboration entre les gouvernements et les ONG observée à l'occasion du processus d'Ottawa a été davantage le résultat d'entretiens en personne.

Savoir organiser. Qu'il s'agisse d'organismes de recherche ou de défense d'une cause ou même d'organismes à vocation populaire, il arrive souvent que les membres d'une coalition ne disposent pas de l'expertise et des compétences qu'exige l'organisation à grande échelle. Bien maîtriser son sujet ne servira pas à grand-chose pour faire campagne sans expertise au plan de l'organisation. L'ICBL a élaboré du matériel de formation sur la façon de mener une campagne nationale, de préparer d'importantes conférences, d'échanger avec les médias et sur d'autres volets du travail qu'exige une campagne internationale. Le recours à des moyens innovateurs d'impliquer le public a également été un facteur clé du succès remporté.

Toujours disposer d'un plan d'action et d'échéances. Le processus d'Ottawa qui a mené au Traité d'interdiction des mines et à ses répercussions peut se dépeindre comme étant une chaîne continue de conférences et d'entretiens nationaux, régionaux et internationaux entre diplomates et ONG. Bien qu'il soit facile et habituellement juste de critiquer de tels rassemblements coûteux, dans le cas du mouvement pour l'interdiction des mines, ces conférences et ces entretiens ont été soigneusement planifiés et assortis d'objectifs précis, faisant en sorte que les résultats obtenus lors d'une réunion ouvrent la porte à la réunion suivante. Surtout, ces événements ont mené à la préparation de plans d'action en vertu desquels les intervenants se chargeaient de tâches précises pour faire progresser la campagne d'interdiction des mines. Il est essentiel de prévoir des échéances pour faire bouger les choses : négocier le traité d'ici décembre 1997, obtenir les 40 ratifications nécessaires pour déclencher l'entrée en vigueur du traité d'ici un an, obtenir l'adhésion à la deuxième assemblée des états parties au traité, et ainsi de suite. Les réunions de l'ICBL incluaient

habituellement des ateliers portant sur le renforcement des capacités de campagne et des séances de formation.

Utiliser tous les forums accessibles pour diffuser votre message. Bien que cela puisse sembler évident, peu de gens réalisent le grand nombre d'occasions qu'il peut y avoir à l'échelle internationale pour mettre une question à l'ordre du jour et faire inclure un passage dans des déclarations et des résolutions finales. Il faut consacrer beaucoup d'efforts à une telle tâche; il faut d'abord repérer les occasions et ensuite faire le travail voulu de revendication.

Toujours faire le suivi. On a déjà remarqué qu'il y a beaucoup de bons traités, de conventions et de législation internationale; le problème réside dans leur application. La même remarque s'applique aux coalitions. Il y a toujours un surplus de bonnes idées sur ce qu'il faut faire; la difficulté réside dans l'application de ces idées. La relance et le suivi font toute la différence. Jody Williams aime bien dire à ses auditoires que «sans action, les mots perdent leur sens».

II. Leçons relatives à la nouvelle diplomatie

Les éléments clés du modèle de «nouvelle diplomatie» prôné par la campagne pour l'interdiction des mines comprennent notamment le travail en marge du système de l'ONU (s'il y a lieu), la participation soutenue et concrète des ONG, le leadership des pays de petite et de moyenne taille, le refus de la règle du consensus et la diversité géographique (éviter les blocs régionaux). Le modèle est aussi caractérisé par l'élaboration de normes, en insistant sur les normes morales dictées par des préoccupations humanitaires.

Le partenariat rentable. Le facteur prépondérant du succès de la campagne pour l'interdiction des mines est sans aucun doute la collaboration étroite et efficace entre les ONG (principalement par l'action de l'ICBL), les gouvernements, le Comité international de la Croix-Rouge et les organismes des Nations Unies, plus particulièrement l'UNICEF. Cette collaboration s'est manifestée au plan stratégique et tactique et se poursuit à ce jour. La première conférence diplomatique sur le processus d'interdiction, tenue à Ottawa en octobre 1996, en est un bon exemple. Durant les six mois précédant la conférence, des diplomates canadiens et l'ICBL se sont fréquemment consultés sur pratiquement tous les aspects de la conférence, y compris la façon d'assurer une participation maximale des gouvernements. L'ICBL a pu siéger à la conférence à titre de participant de plein droit, tandis que les gouvernements qui refusaient toujours de se prononcer en faveur de l'interdiction des mines ont dû se contenter du rôle d'observateurs. Les partisans de la campagne ont participé activement à la rédaction du libellé précis de la déclaration finale et du plan d'action. À la fin de la conférence, le

ministre des Affaires étrangères, Lloyd Axworthy, a stupéfait les délégués, mais non l'ICBL, en annonçant que le Canada tiendrait une conférence de signature du traité avant la fin de l'année 1997.

Édifier un noyau de gouvernements de même mentalité. Après avoir été acculés dans un rapport d'opposition avec pratiquement tous les gouvernements de 1992 à 1995, un nombre croissant de gouvernements ont commencé à appuyer une interdiction immédiate des mines. La campagne s'est adressée à chaque gouvernement individuellement au début de 1996 pour leur demander de se réunir en un bloc se prononçant en faveur de l'interdiction des mines, ce qu'ils ont fait rapidement. Il est notoire que les ONG et les gouvernements se perçoivent trop souvent comme étant des adversaires et non des collègues. Au début, certains membres des ONG craignaient que les gouvernements ne saisissent la perche qu'on leur tendait pour s'emparer du processus et couler toute interdiction. Mais une relation de confiance s'est établie et tient toujours entre la direction de l'ICBL et un petit noyau de gouvernements (notamment le Canada, la Norvège, l'Autriche et l'Afrique du Sud). Le noyau en question était diversifié au plan géographique, faisait preuve de détermination et était prêt à jouer un rôle de leadership malgré l'opposition de plus grands pays. Le dévouement extraordinaire, l'énergie et le talent de gouvernements clés et de personnes clés au sein de ces gouvernements ont eu une importance vitale dans le succès du mouvement pour l'interdiction des mines.

Agir de l'intérieur. De toute évidence, mobiliser l'opinion publique est une tâche cruciale pour les ONG. Mais le mouvement pour l'interdiction des mines a démontré que la vaste participation d'ONG dans des activités traditionnellement réservées aux cercles diplomatiques est également essentielle pour engendrer des changements rapides et concrets. L'ICBL a joué un rôle de premier plan dans la rédaction du traité d'interdiction des mines, dès les premiers coups de crayon. L'ICBL a obtenu un siège officiel lors de toutes les réunions diplomatiques qui ont mené aux négociations et ensuite, pendant les négociations elles-mêmes. L'ICBL a eu un droit d'entrée non seulement aux séances plénières, mais aussi à toutes les séances de travail. Plusieurs représentants gouvernementaux ont indiqué depuis que la présence et la contribution de l'ICBL et du Comité international de la Croix-Rouge avaient grandement influencé l'issue de la réunion d'Oslo. Le rôle officiel bien en vue de l'ICBL s'est poursuivi durant les travaux intersessions (avec ses réunions des comités permanents d'experts) et durant les réunions annuelles des états parties du traité.

La diplomatie non traditionnelle peut réussir. Le processus d'Ottawa qui a mené au traité interdisant les mines est issu de l'échec qu'avaient essuyé les négociations menées sous les auspices de l'ONU en 1995-1996 pour ajouter un

protocole sur les mines à la Convention sur les armes classiques de 1980. Les gouvernements favorisant l'interdiction des mines ont décidé d'adopter une cadence accélérée, en marge de la Convention sur les armes classiques, des Nations Unies et de la Conférence sur le désarmement. Les membres du processus d'Ottawa se déclaraient volontairement. Les gouvernements d'Autriche, d'Allemagne et de Belgique, tous membres du noyau cité plus haut, ont accueilli les réunions préparatoires qui ont été suivies de négociations en Norvège pour ensuite se terminer avec la signature du traité au Canada. Même si le processus d'Ottawa s'est déroulé à l'extérieur de la structure officielle des Nations Unies, il a été appuyé énergiquement par divers organismes de l'ONU et surtout, par le Secrétaire général Kofi Annan. Le Secrétaire général est d'ailleurs maintenant le dépositaire de la convention.

Refuser le consensus. Dès le début du processus d'Ottawa, les gouvernements faisant partie du noyau ont clairement indiqué qu'il ne s'agirait pas d'une répétition des négociations du protocole sur les mines durant lesquelles n'importe quel pays avait le pouvoir de s'opposer à la volonté des autres. Tout en cherchant toujours le consensus, le processus d'Ottawa insistait sur le concept de même mentalité, c'est-à-dire que ceux qui n'étaient pas en faveur d'une interdiction totale des mines n'avaient qu'à ne pas participer. Durant les négociations d'Oslo, les règles de procédure rejetaient l'approche du consensus et même s'il n'y a eu aucun vote, le fait qu'il faille une majorité des deux tiers pour modifier le texte a contribué à couler plusieurs amendements édulcorants souhaités par les États-Unis et par d'autres intervenants.

Promouvoir la diversité régionale et la solidarité sans créer de blocs. Les membres de la campagne et le noyau de gouvernements ont consacré beaucoup d'efforts pour assurer la diversité géographique au sein du mouvement et pour promouvoir un sentiment d'appartenance auprès des organisations régionales, particulièrement l'Organisation de l'Unité africaine. Cette stratégie a rapporté gros. Dans le même ordre d'idées, il importe de souligner que les axes diplomatiques traditionnels ne se sont jamais manifestés; il n'y a pas eu de réunions du «groupe occidental» ou d'autres regroupements du genre.

Comme nous l'avons noté précédemment, ces leçons ne sauraient s'appliquer en vrac à toutes les situations. Elles pourraient être difficiles à appliquer dans certains cas et même s'avérer nuisibles dans d'autres. Certains ont formulé la remarque que la campagne pour l'interdiction des mines antipersonnel comptait sur certains «avantages»: son point de mire sur une seule arme, un message facile à comprendre, un contenu hautement émotif. Il y avait cependant d'autres éléments possiblement plus importants, de l'avis de l'auteur: il s'agit d'une arme qui n'est

évidemment pas vitale du point de vue militaire, ni très importante du point de vue économique. Mais il ne faut pas non plus sous-estimer les embûches à surmonter. Au départ, l'opposition des gouvernements était quasi-unanime en raison du grand déploiement de mines qui étaient considérées par la majorité comme étant aussi acceptables que les balles, des pièces intégrales des défenses en place, de l'entraînement et de la doctrine militaires. Environ 125 pays disposaient de réserves de mines antipersonnel; les mines étaient utilisées dans 88 pays. Elles constituaient un substitut bon marché, fiable et de technologie rudimentaire aux troupes et faisaient l'objet de travaux de recherche et de développement dans les pays riches. Voilà qui ne mettait pas les chances de notre côté.

Il faut aussi composer avec le fait que les opposants à l'interdiction des mines et au processus qui a mené au traité ont également appris des leçons importantes pour éviter toute récidive. Il est évident que bien des gouvernements sont loin d'être à l'aise face à une plus grande participation de la société civile sur les questions de sécurité nationale et internationale et dans l'élaboration de nouveaux moyens pour résoudre les problèmes mondiaux. Pour certains, l'ICBL et son partenariat avec des gouvernements a engendré un processus menaçant en vertu duquel des pays de petite et de moyenne taille peuvent s'allier à la société civile pour traiter de préoccupations humanitaires à la vitesse de l'éclair, malgré les réserves des plus grandes puissances. Dans un tel contexte, le succès ininterrompu de la campagne contre les mines antipersonnel est essentiel et a des répercussions qui débordent la simple élimination d'une arme qui frappe sans discrimination. La réussite de la campagne signifie la réussite du modèle.

Références

- 1 Texte de la déclaration du Comité du Prix Nobel, 10 octobre 1997.
- 2 Officiellement, la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction. Elle a été négociée en septembre 1997 à Oslo (Norvège) et ouverte à la signature à Ottawa (Canada) le 3 décembre 1997. En août 2000, elle avait été signée par 138 nations et ratifiée par 101 nations.
- 3 La meilleure source à ce sujet est : Maxwell Cameron, Robert Lawson, and Brian Tomlin, Eds. *To Walk Without Fear: The Global Movement to Ban Landmines* (Oxford University Press: Toronto, 1998).

Stephen Goose

Stephen Goose est directeur des programmes de la Division armements de l'organisme Human Rights Watch et l'un des fondateurs de l'ICBL (Campagne internationale pour l'interdiction des mines antipersonnel), à qui le Prix Nobel de la paix de 1997 a été décerné. L'organisme Human Rights Watch est la plus grande ONG américaine œuvrant pour la défense des droits de la personne. M. Goose et Human Rights Watch ont contribué à l'élaboration du traité international de 1997 interdisant les mines antipersonnel et le protocole de 1995 interdisant les lasers aveuglants.

M. Goose siège au Comité de coordination de quatorze membres de l'ICBL et préside le Groupe de travail sur le traité. Il a dirigé la délégation officielle de l'ICBL lors de la première Assemblée des états parties du traité d'interdiction des mines tenue au Mozambique en mai 1999 et a joué un rôle déterminant dans la mise sur pied du système d'observatoire des mines de l'ICBL. Il a été rédacteur en chef des rapports 1999 et 2000 de l'observatoire des mines, ouvrages de plus de 1 100 pages, et cette année, il a également été chef de la délégation de l'ICBL à l'occasion de la deuxième Assemblée des états parties du traité d'interdiction des mines tenue à Genève du 11 au 15 septembre.

M. Goose détient une maîtrise en relations internationales de l'école Johns Hopkins de hautes études internationales et un baccalauréat en histoire de l'Université Vanderbilt.

Il a participé à des émissions radiophoniques et télévisées locales, nationales et étrangères et a témoigné devant le Congrès des États-Unis et plusieurs législatures étrangères, en plus d'être auteur collaborateur de plus d'une douzaine de livres. M. Goose a également été publié dans de nombreux journaux, magazines et revues spécialisées, y compris le magazine Foreign Affairs et le New York Times.